



Déclaration CGT et FSU au Comité central d'action sociale (CCAS) du 3 juillet 2012

Madame la Ministre,

Où sont vos représentants ?

Cette réunion plénière du CCAS devait être l'occasion de donner des signes forts aux personnels et à leurs représentants en matière d'action sociale au sein des 2 nouveaux ministères le MEDDE et le METL après le changement institutionnel intervenu suite aux élections présidentielles et législatives.

Nous constatons l'absence encore une fois, de la Directrice des ressources humaines et celle de son adjoint.

Pourquoi cette absence ?

Nous n'avons aucune assurance que le solde des crédits dédiés à l'action sociale pour 2012 sera bien délégué dans les services pour permettre aux agents de bénéficier des prestations et des actions actées dans les CLAS et pas utilisé à d'autres dépenses de fonctionnement.

Est-ce une volonté délibérée d'exclure les membres du CCAS de l'examen des priorités pour répartir les crédits d'action sociale ?

Nous sommes inquiets sur la volonté réelle de donner les moyens aux CLAS pour fonctionner compte-tenu des nombreuses difficultés rencontrées dans les services, soit pour les décharges d'activité accordées aux présidents et secrétaires des CLAS, soit pour exclure hors du temps de travail les actions programmées pour les agents, soit même pour empêcher les déplacements des membres des CLAS ou du CCAS.

Les dépenses de fonctionnement liées aux réorganisations et aux déménagements et les mesures prévues dans le projet RH 2013 de réduire les activités supports à 7% de la masse salariale, ne doivent pas impacter l'action sociale au sein du ministère.

Dans ces conditions, quelles garanties avons-nous que l'ensemble des services du ministère et les DDT et DDTM prendront bien en charge les frais liés aux formations et à la rencontre nationale des présidents de CLAS programmés à l'automne ?

Nous constatons que l'absence de dialogue social reste d'actualité. Où est le changement et qu'en est-il du respect des corps intermédiaires annoncé ?

Dans ces conditions, les représentants CGT et FSU ont décidé de ne pas siéger ce jour à l'assemblée plénière du CCAS.

Madame la Ministre, dès les prochains jours, une demande d'entrevue vous sera adressée par l'ensemble des composantes syndicales et associatives du CCAS pour exprimer les besoins sociaux des personnels actifs et retraités, pour obtenir des engagements sur des dossiers restés sans réponse depuis plusieurs années, que ce soit pour la sauvegarde du patrimoine social immobilier actuellement géré par les associations du MEDDE (FNASCE et CGCV), pour les prestations liées au logement, pour la pérennité des CLAS avec les moyens matériels et humains pour mettre en œuvre l'action sociale, une augmentation significative du budget de l'action sociale et la prise en compte des retraités dans la politique d'action sociale du ministère.

Les représentants CGT et FSU au CCAS.